



Communiqué de presse  
8 janvier 2021

## L'ASSOCIATION NATIONALE DES MAIRES DES STATIONS DE MONTAGNE REAGIT AUX ANNONCES DU PREMIER MINISTRE

A la suite des dernières annonces du Premier ministre, les stations de montagne en sont donc à nouveau réduites à attendre une hypothétique ouverture des remontées mécaniques fin janvier alors que se profile dans quelques semaines les vacances de février, cruciales pour sauver une partie de la saison touristique.

Bien évidemment, la situation sanitaire reste la priorité pour protéger les plus fragiles d'entre nous.

Mais une nouvelle fois le gouvernement a mis tous les secteurs économiques et culturels au même niveau alors même que les arguments des pouvoirs publics ne tiennent plus s'agissant des stations de montagne concernant notamment la surcharge des hôpitaux des territoires de montagne. La fréquentation en baisse de nos stations à Noël, due à l'absence de vacanciers internationaux, et la mise en place des dispositifs sanitaires en lien avec les pouvoirs publics, dont les centres de prélèvements, a démontré qu'il était possible d'assurer une sécurité sanitaire maximale. A ce jour aucun cluster n'a été détecté. Nous sommes prêts à accueillir les vacanciers en février avec les mêmes garanties tout en rouvrant nos remontées mécaniques.

Si des dispositifs économiques ont été annoncés fin décembre, une saison sans ski serait catastrophique économiquement et socialement non seulement pour les stations de montagne mais également pour tous les territoires de montagne. Tous les secteurs d'activité sont concernés : exploitants de remontées mécaniques, moniteurs, guides, hébergeurs, fournisseurs, commerçants, médecins, pharmaciens. De même, les communes support de stations de montagne vont particulièrement souffrir ces prochains mois en raison de la perte de centaines de millions d'euros de recettes.

Les acteurs de la montagne attendent du gouvernement que le 20 janvier au plus tard une date définitive puisse leur être donnée afin de préparer au mieux les vacances de février. Le gouvernement se doit également de compenser en totalité les pertes subies durant ces derniers mois. Il en va de la survie de notre modèle économique et de dizaines de milliers d'emplois dans nos territoires de montagne.

**70 ANS D'ÉVOLUTION DE LA MONTAGNE NE PEUVENT ET NE DOIVENT PAS ÊTRE DÉFINITIVEMENT DETRITS EN L'ESPACE DE QUELQUES MOIS !**

**Contact presse :**

ANMSM – Stéphanie Kanoui – 0611660050 – [stephanie@agencethedesk.com](mailto:stephanie@agencethedesk.com)